La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste La Lutte

8 mars 2018 « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx Stib

La lutte se mène dans la rue, pas dans les salons

Le 27 février dernier, les travailleurs ont largement suivi l'appel à la grève lancé par la CGSP. La SNCB, les TEC, la STIB étaient fortement perturbés voire à l'arrêt. Les profs aussi ont suivi le mouvement.

Le motif de la grève était clair : défendre les pensions contre les attaques répétées du gouvernement Michel et en particulier contre le dernier projet de Bacquelaine, le ministre des pensions, qui veut réduire les droits à une pension anticipée pour ceux qui ont des métiers dits « pénibles ».

Cependant, malgré la réussite apparente du mouvement, il est peu probable qu'il ait réellement fait peur au gouvernement. D'abord parce que les syndicats sont apparus divisés bien que le problème touche tous les travailleurs. Mais surtout parce qu'aucune mobilisation n'a été organisée, ni manifestation, ni rassemblement, ni même de piquets ! Le mot d'ordre du syndicat était de faire grève et de rester chez soi !

Les syndicats considèrent la grève comme un moyen de pression pour obliger le gouvernement à « retourner à la table de négociation ». Pour eux, la négociation entre directions syndicales, patronales et gouvernement est la manière normale et souhaitable de régler les conflits sociaux. Mais en réalité, ça ne fonctionne pas comme ça. Patronat et travailleurs forment deux classes sociales distinctes aux intérêts inconciliables. Entre elles c'est la guerre à mort, toutes les armes, tous les coups sont permis. Celles des capitalistes sont la répression, la menace, la négociation. Celle des travailleurs est la grève.

Les patrons d'une entreprise commencent à discuter lorsqu'ils estiment que ce sera la meilleure méthode pour aboutir à leurs fins. Ils discutent pour temporiser, affaiblir les travailleurs en les divisant. Ils discutent pour essouffler la mobilisation en agitant des solutions qui n'en sont pas, en tirant en longueur les négociations jusqu'à ce que la combativité faiblisse. Discuter ce n'est pas encore céder. Les patrons ne cèdent jamais rien s'ils ne sont pas dans les cordes. Ils lâchent du lest lorsque la mobilisation des travailleurs devient un risque pour les profits présents ou futurs. Le gouvernement et les organisations patronales défendent les intérêts généraux de la classe bourgeoise.

Ce ne sont pas les pertes de profits qui leur font peur, mais la perte de pouvoir. Ils craignent que la classe ouvrière ne se sente forte, qu'elle ne craigne plus ni la police, ni l'État. Or, cette force elle l'acquiert dans les mouvements de grève, lorsqu'ils durent, qu'ils s'étendent à des secteurs de plus en plus nombreux de la classe ouvrière. Ce que la bourgeoisie craint par dessus tout c'est une grève qui se renforce au lieu de s'affaiblir alors même qu'elle sort toutes ses armes pour en venir à bout. La bourgeoisie redoute la possibilité d'une perte de pouvoir, c'est-à-dire d'une perte de contrôle de la situation.

Inutile de dire que le 27, on en était bien loin.

Pourtant dans l'histoire, ce sont des moments comme ceux là, de perte de contrôle par la bourgeoisie, qui ont abouti aux grands acquis de la classe ouvrière : pensions, allocations de chômage, de maladie, etc.

La pension, puisque c'est ce qui est en jeu aujourd'hui, forme une partie du salaire indirect. Les entreprises la versent dans une caisse au lieu de la donner directement aux salariés. Attaquer les pensions est plus facile pour la bourgeoisie car cela n'a pas d'impact directement perceptible à la fin du mois. L'effet des mesures sera visible dans dix, vingt ou quarante ans selon l'âge des travailleurs. En revanche, cette baisse du salaire indirect, c'est aujourd'hui qu'elle profite au patronat.

Alors, pour s'y opposer il faudra autre chose qu'une journée de grève « à la maison ». Le manque à gagner qu'une telle grève peut causer aux entreprises, ce n'est que de l'argent et ce n'est rien par rapport au gain potentiel que représente la réduction des pensions de millions de travailleurs.

Pour que les choses changent, il faudra que les travailleurs se mobilisent, qu'ils montrent leur colère, leur refus d'être poussés vers la misère, leur refus de travailler jusqu'à la porte de la tombe. Ce n'est que cette saine colère-là qui peut faire peur au patronat car il sait qu'elle est incontrôlable et qu'elle peut remettre en question leur domination sur l'économie et la société.

La lutte se mène dans la rue, pas dans les salons !

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

En bref… En bref… En bref… En bref… En bref…

On n'en veut pas !

La direction a demandé il y a quelques mois l'avis des mécaniciens sur plusieurs modèles de nouveaux vêtements de travail pour remplacer l'ancien. Et bien, vous savez quoi !? Elle n'a pas pris en compte leur avis et a choisi le pire modèle pour les dix années à venir ! Le vêtement est trop lourd, il est inconfortable : le tissu est trop rigide. En plus, il y a une poche pratiquement inutilisable : pas moyen de récupérer l'outil qu'on y a mis. Et ça ne s'invente pas, elle a choisi un vêtement jaune bien salissant alors qu'elle insiste sur l'image de marque.

Grève du 27 février

La grève nationale des services publics à l'appel de la CGSP a été bien suivie par les travailleurs à la STIB. L'assemblée générale de la CGSP du 20 février avait voté la grève du 27 février à l'unanimité. De nombreux travailleurs affiliés à la CGSLB et à la CSC ont également fait grève. Plus de trois quarts des bus et des trams et plus de deux tiers des métros ne sont pas sortis des dépôts. Il n'y a pas eu de véritables piquets de grève, seuls quelques délégués syndicaux ont temporairement occupé le terrain à la porte de certains dépôts. Les basses températures n'expliquent pas tout, la CGSP n'a donné aucune directive d'action. Les travailleurs en grève sont restés à la maison alors qu'ils auraient pu participer par exemple à une distribution de tracts.

Les attaques gouvernementales se multiplient : augmentation de l'âge de la pension, diminution du montant de la pension, manque de budget pour reconnaître les métiers pénibles, pénibilité calculée au rabais… Ce ne sont pas les raisons de faire grève qui manquent donc. Bien sûr une journée de grève ne va pas changer immédiatement le rapport de force. Mais nous pourrions profiter de ce rare moment où nous pouvons être tous ensemble pour discuter justement de la nécessité de préparer une mobilisation au-delà d'un jour.

Le kawa devrait être gratuit !

Depuis que Duo Catering a repris le contrat des machines à boissons chaudes, les prix ont augmenté de 5 à 10 cents. Bon, le café est meilleur, c'est sûr. D'ailleurs, les machines sont souvent vides victimes de leur succès sans doute. La société justifie l'augmentation du prix par l'absence d'indexation ces dernières années. Admettons, mais pourquoi c'est nous qui devons le payer et pas la STIB. C'est elle qui a voulu sous-traiter, qui prétend se préoccuper de notre bien-être et jouer un rôle social positif, non ?

Des écoles en ruine et des travailleurs usés

Mardi 27 février, nombreux étaient les travailleurs des écoles qui ont fait grève. Depuis des années, l'État ferme les écoles, n'augmente pas le nombre de classes alors qu'il y a de plus en plus d'élèves, les établissements se dégradent, les équipements sont défectueux, le matériel incomplet si pas inexistant, l'encadrement est insuffisant… Et le gouvernement veut priver les travailleurs d'une pension digne !? Les travailleurs ont bien raison de faire grève. Il faudra cependant plus d'un jour de lutte pour que le gouvernement recule

Pas de bras, pas d'avion

Il n'y a pas assez de personnel chez Belgocontrol, l'entreprise qui gère le contrôle aérien belge. Les travailleurs sont pressurés, ils multiplient les heures sup' et reportent toujours plus leurs congés. C'est le résultat de la politique de la direction qui, pour réaliser des économies, n'a pas effectué de recrutement pendant des années. Le gouvernement wallon, au lieu de prendre des mesures pour régler le problème, se décharge de la responsabilité en menaçant de rompre son contrat avec la société.

Puisque la direction ne bouge pas, les travailleurs de Charleroi ont décidé de restreindre les mouvements aériens et fermer de temps en temps la tour de contrôle. C'est un premier pas, il n'y a que la grève qui fera prendre de vraies mesures aux responsables de cette situation.

Non au service minimum pour le rail !

La FGTB et la CSC ont annoncé leur intention d'aller en justice contre le service minimum qui sera imposé d'ici peu aux cheminots. Cette exigence de service « garanti » selon les mots du ministre, par laquelle les travailleurs devront déclarer 3 jours à l'avance au patron leur intention de se mettre en grève, est un recul inacceptable. Mais il est illusoire de penser que c'est par la voie judiciaire qu'on pourra s'y attaquer. La seule façon efficace de lutter pour le droit de grève, c'est la grève !

Il vole vos droits !

Chez Volvo, plus de 200 travailleurs se sont mis en grève dénonçant les cadences infernales et la pression des chefs. 16 d'entre eux ont été licenciés. La motivation du renvoi : « ils n'ont plus leur place dans l'organisation ». Or, ces travailleurs étaient là depuis des années ! Le groupe compte bien faire régner l'ordre chez lui et il veut punir ceux qui osent remettre en cause ses décisions. On ne peut pas attendre de la loi qu'elle nous défende. Elle n'est pas de notre côté et c'est à nous de faire respecter nos droits.

Si tu veux discuter avec des militants du bulletin ou raconter ce qui se passe dans ton secteur, contacte-nous par courrier à BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur (sans autre mention), par mail à contact@lalutte.org ou par téléphone au 0489/806 120. Notre site Internet : www.lalutte.org
Éditeur responsable : M.E. Gerard, BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur. Ne pas jeter sur la voie publique SVP